

quelle coopération culturelle pour préparer

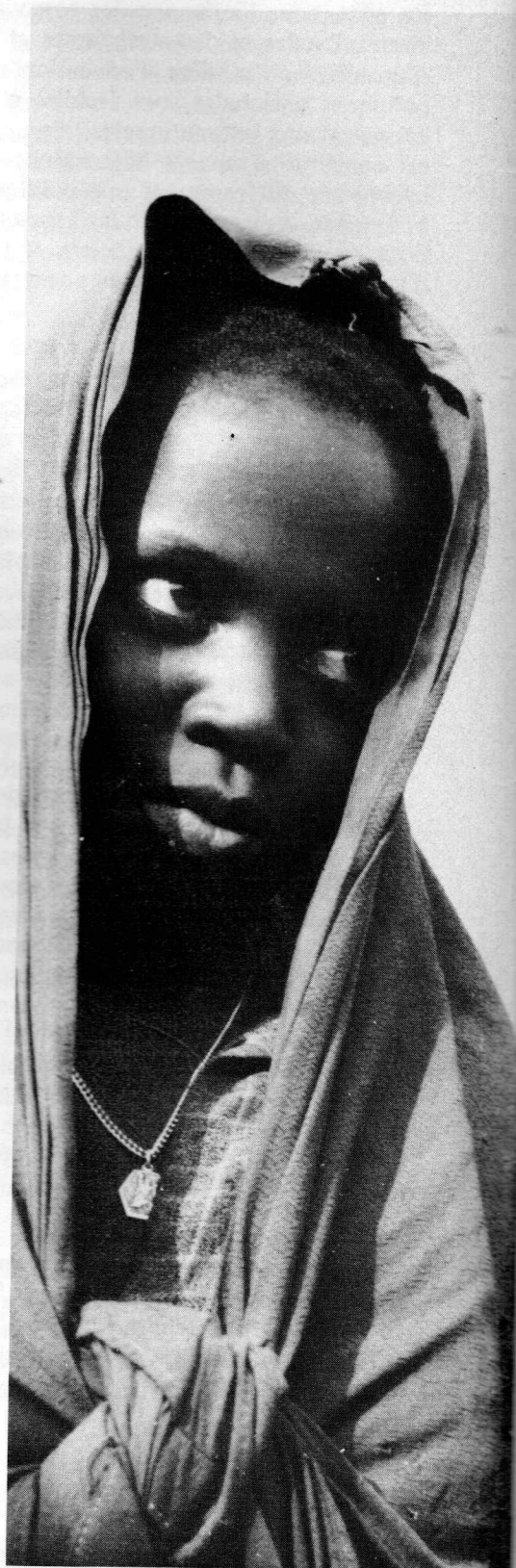
Nous évoquons avec une ironie qu'il faudrait sonder, la phase où les responsables de la coopération internationale – ceux du « Nord » comme ceux du « Sud » – identifiaient « progrès » et « développement d'une maîtrise croissante, semblable pour tous quant à son contenu, des sciences et des technologies qui assurent aux sociétés modernes et industrialisées un haut degré de confort et un accroissement régulier de la consommation individuelle – et même collective ».

Nous mettons en regard de ces « bienfaits » des « méfaits » de natures différentes : tantôt c'est le sentiment qu'ils ont été obtenus au détriment des pays moins avancés, par une exploitation de leur potentiel qui s'apparente au pillage ; tantôt nous mettons l'accent sur la pollution et la beaucoup trop rapide usure de ressources non renouvelables qui condamne ce « type » de croissance sans limite et ceux qui sont pris dans son mouvement exponentiel ; tantôt nous déplorons les atteintes qu'une « société de consommation » porte au développement de la personnalité trop vite jetée dans le moule, aliénée par le confort, amollie par les jouissances trop faciles, abrutie par les mass media et égarée par la publicité.

Non, ce n'est pas cela que nous pouvons souhaiter pour les sociétés du tiers monde à la recherche de leur avenir propre et si notre mouvement vers elles, notre coopération, aide ou assistance – le choix des termes importe peu – les conduisait à importer nos « modèles », le résultat serait doublement déplorable : d'abord une croissance de type occidental si elle s'étendait à quelques milliards de consommateurs de plus, les ressources de la planète n'y suffiraient pas – et puis qu'advviendrait-il des valeurs culturelles, de l'authenticité, de l'identité irremplaçable de chacune des cultures face à cet amalgame affreux imposé par l'Occident pour accroître les profits de ses sociétés transnationales productrices de marchandises standardisées ?

Alors la mode a changé et la littérature la plus récente sur la coopération stigmatise les programmes destinés aux élites, la formation à l'étranger, le transfert des technologies coûteuses et avancées, la concentration de trop de ressources sur les centres d'activités économiques ou culturelles « de pointe » : universités de type international, industries sophistiquées à haute intensité de capital, hôpitaux équipés pour les opérations les plus difficiles, etc.

Elle prône au contraire la satisfaction des besoins essentiels – de la collectivité d'abord, au sens le plus « rural » du terme, de l'homme individuellement ensuite ; elle recommande un dialogue entre responsables de la coopération qui mette en lumière la façon dont le pays en voie de développement se propose de redistribuer les revenus, de donner la parole aux populations intéressées elles-mêmes, afin de combattre la pauvreté là où elle se trouve et de promouvoir à tous les niveaux l'auto-dépendance : vaste programme.



un nouvel ordre économique international

Nous faisons comme si le nouvel ordre économique auquel nous pensons que le monde doit tendre devait se distinguer surtout de l'ordre ancien – ou plutôt de l'ordre actuel car il est pour le moment solidement ancré dans l'existence – par des caractéristiques négatives : moins d'uniformité, moins d'emprise des centres de décision situés en pays industrialisés sur la périphérie des pays pauvres, moins d'exploitation, moins d'accaparement des richesses – tant au niveau mondial qu'au niveau national.

Ou pour donner malgré tout à cet espoir sa formulation la plus positive : le nouvel ordre devrait assurer à chacun plus de liberté afin qu'il choisisse dans le respect de ses traditions culturelles et la pleine connaissance du monde où elles évoluent le type de progression, le mode d'adaptation de sa collectivité aux exigences de ses membres.

Ce sont là les visées pour ne pas dire la philosophie que l'on trouve, sous-jacentes ou explicites, dans les textes postérieurs à 1971 que la communauté internationale a proférés pour se donner des objectifs, la Déclaration de Cocoyoc, les Plans d'action mondiale de Lima, d'Alger, de New York, la Charte des droits et devoirs économiques des États et – dans le domaine qui nous intéresse ici – le monumental rapport de la Commission présidée par M. Edgar Faure, sous le titre « Apprendre à être ».

Loin de tout dogmatisme, prenant constamment la précaution de n'exclure aucune alternative, soucieux seulement d'instruire le procès d'un développement dont nulle instance n'est rendue spécifiquement responsable et de proposer des cheminements qui en combattent les défauts ou en combleront les failles, un tel texte constitue certes un moment de la réflexion criti-

que d'un échantillon pluriculturel et multinational de « dirigeants ».

Le rythme où s'inscrit cette réflexion critique est un rythme rapide, les modes s'y bousculent et s'y chevauchent, tant, du point où se situe l'observateur, le panorama des paysages culturels, politiques et sociaux de la planète semble animé d'un mouvement accéléré.

Pour ceux que requiert quotidiennement la tâche d'assurer à leurs compatriotes, de génération en génération, un accès acceptable à une formation intellectuelle et morale satisfaisante, le problème ne se pose évidemment pas de la même manière. Sa composante primordiale est la pénurie des moyens matériels et humains face à la montée constante des exigences du milieu. A cet égard, le Nord industrialisé n'est pas plus « libre » que le Sud pauvre. L'imbrication des appareils éducatifs et culturels dans la structure sociale ne permet de modifications dans son mode de fonctionnement et dans ses visées essentielles qu'à un rythme extrêmement lent, donc avec des effets qui ne seront perceptibles que vingt ans après.

Et cependant, les responsables de l'orientation culturelle des nations en voie de modernisation accélérée ont sur leurs épaules un poids extraordinaire que tous ceux qui les connaissent et suivent leur effort voudraient pouvoir les aider à porter. Comment s'y prendre ?

Il semble que la recherche essentielle à laquelle devraient s'atteler les partenaires d'une coopération culturelle moderne, doive porter sur l'équilibre à trouver entre chaque système socioculturel national particulier et l'appareil éducatif qui peut lui convenir. Cela exige un approfondissement de la « situation » historique et politique de la communauté nationale qui ne manquera pas de faire litière des géné-

ralités hâtives proférées si souvent sur le sous-développement et ses caractéristiques, soi-disant communes à l'ensemble du tiers monde.

Qu'il y ait une communauté de destin des pays du « sud » dans leurs relations économiques et politiques avec les puissances industrielles, ne signifie pas que la stratégie qui conduira chacun des peuples concernés à la maîtrise de son identité culturelle puisse être décrite à partir d'un panorama commun. Elle ne peut surgir que d'un refus d'être autre chose que « soi-même », d'une distanciation à l'égard de tout modèle, de toute doctrine importée. C'est donc d'abord un exercice de protection auquel – par un renversement dialectique indispensable et difficile – la coopération culturelle doit apporter sa contribution : apprentissage de la singularité, qui ne s'obtient précisément que par différenciation.

Un tel exercice exige-t-il, comme un préalable, la rupture des dialogues en cours, le retrait des dépendances existantes ou le recours exclusif à une coopération « latérale », celle que la terminologie internationale courante nomme coopération technique entre pays en voie de développement et qui a tant de mal à progresser ? Il semble qu'une telle attitude non seulement ne s'improvise pas mais – lorsque les circonstances l'imposent – ne fournisse même pas une base durable pour un effort novateur. Ni la géographie ni la politique ne comportent plus à l'âge du transistor les dimensions suffisantes pour écarter les effets de dépendance par leur seule spécificité. Ce qui protège n'est sans doute jamais l'ignorance de ce qui menace mais l'approfondissement de la connaissance que l'on en a.

Comme le montrent au lecteur de cette revue les contributions de ceux qui vivent en contact permanent avec les responsables de la politique éducative et culturelle des

pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique, des lieux existent, des contacts se nouent grâce auxquels l'illusoire simplicité des « univers » culturels et de leur interdépendance cède peu à peu la place à une compréhension mutuelle des nuances de valorisation, des sensibilités différentes et des exigences multiples qui fondent pour chaque communauté humaine la tâche actuelle de ses éducateurs, et définit l'horizon de sa spécificité inappréciable.

Dans une société que nous ne pouvons plus concevoir qu'aux limites de l'espèce, la maturation de ce dessin complexe que formeront si elles ne sont pas frustrées dans leur valeurs propres, les nombreuses composantes qui s'y côtoient, constitue sans doute pour le philosophe de l'histoire et pour son émule l'éducateur, c'est-à-dire l'homme politique au sens le plus permanent du terme, la finalité la moins contestable.

Mais le temps ne s'arrête pas, pour autant. La rentrée universitaire est là, qu'il faut préparer avec les moyens présents, avec les ressources insuffisantes que laisse disponibles la rentrée scolaire, la création de centres de formation annoncée l'année précédente, la répartition des bourses dans les nombreux pays qui offrent des places et qu'on ne peut pas refuser. Entre l'appareil qui tourne mal mais qui tourne et la stratégie nouvelle qui n'est pas tout à fait au point mais qui conditionne l'avenir, quel écartèlement ! Cela aussi, cela surtout doit être compris, accepté, vécu ensemble, sans quoi le partenaire devient un justicier que l'on redoute, un inquisiteur devant qui on se cache.

En posant le problème en ces termes, on perçoit mieux les conditions qui doivent être réunies pour une coopération efficace dans un domaine, entre tous, sensible et délicat : les partenaires doivent être et se sentir aussi libres que possible. Pour les responsables du pays d'accueil, il est essentiel qu'ils se dépouillent des schémas tout faits, des impératifs abstraits ou doctrinaux et abordent avec le maximum d'imagination spécifique la réalité nationale. Pour les partenaires, leur seule motivation devrait être la volonté d'appuyer ceux qui luttent

pour une culture plus authentique, une formation plus adaptée, une autonomie accrue de la créativité nationale.

Ces libertés se conquièrent difficilement à l'intérieur des appareils. Elles s'épanouissent dans des relations qui se situent d'emblée à distance des structures étatiques. Aussi la tentation est forte de promouvoir les « projets pilotes », les « expérimentations pédagogiques » qui conjuguent les apports privés des uns et des autres en marge des relations intergouvernementales. Mais cette tentation n'est pas sans inconvénient : le tiers monde est parsemé d'expériences avortées dont le message, resté enclavé, n'est jamais parvenu jusqu'aux appareils qu'il était supposé transformer.

L'évidence de ce risque saisit l'observateur qui prend contact – au nom d'une institution internationale ou d'une administration de coopération bilatérale – avec les « produits culturels » dont il a été l'instigateur et dont il n'a pu suivre, au jour le jour, la destinée toujours problématique. Ici l'équipement qui devait bouleverser les conditions du travail pédagogique s'étale inerte au soleil parce qu'une saison s'est écoulée sans que la panne inattendue n'ait pu être diagnostiquée par un réparateur qualifié. Là – plus tristement encore – un groupe d'hommes et de femmes qui ont abordé selon des conceptions nouvelles et généreuses le problème de l'adaptation de l'école à son milieu est capté par le corps enseignant national et réinséré sans scrupule dans ses finalités traditionnelles. Ailleurs l'innovation éprouvée comme une libération par ceux qui la propagent est rejetée comme un nouveau carcan par les collectivités qui n'en perçoivent pas la signification : que d'exemples de formateurs passionnés, incompris et lâchés par les instances qui les ont d'abord soutenus et qui redoutent brusquement l'emprise qu'ils commencent à exercer sur les esprits.

Comment s'en étonner ? L'action éducative et culturelle n'est-elle pas par excellence située aux frontières de l'instituant et de l'institué et son interférence avec les modulations dans le temps et dans l'espace de l'action politique ne

l'expose-t-elle pas, sauf constellation exemplaire et heureuse, à investir de sa critique ceux qui lui assurent la survie matérielle ?

Ainsi nous retrouvons – par ce biais comme par tout autre – le champ de la volonté politique. Elle seule peut assurer l'ouverture des appareils sur l'innovation, elle seule peut donner un cadre dynamique à une coopération qui serve une stratégie nationale attentive à la recherche, ouverte sur l'expérimentation.

Ce qui permet d'envisager, dans ce domaine, le dernier quart du siècle avec un peu d'optimisme, c'est que la formation des hommes et la volonté politique constituent l'une avec l'autre une boucle récurrente dont les effets de renforcement ne tarderont plus à se faire sentir. Le nombre des responsables du tiers monde qui ont reçu depuis quinze ans une formation internationale – c'est-à-dire à la fois moderne et critique de la modernité, à la fois structurante et promotrice de remises en question subversives – est considérable. De cette formation émane une attitude très différente de celle de leurs aînés, très différente aussi de celle de leurs contemporains dans les pays industrialisés, à l'égard de la volonté politique : beaucoup moins timide, beaucoup moins sceptique.

De cette affirmation grandissante de leurs responsabilités culturelles, nous remarquons aisément les manifestations excessives ou ridicules, les bavures ou les enflures. Mais elles ne doivent pas nous dissimuler la montée – lente, certes, mais persistante – d'une présence assurée sur la scène mondiale d'un nombre croissant de formations culturelles capables de participer activement à l'élaboration d'un nouvel ordre mondial dont elles contribueront à dessiner les traits distinctifs : non un ordre hégémonique où chaque élément se voit assigné une place définie à partir du centre du système au nom des valeurs de ce centre – comme l'a été très largement et l'est encore pour l'essentiel l'ordre ancien, mais une combinaison tirant ses progrès de la richesse et de la diversité des éléments qui y circulent, allègrement comme les pas d'un danseur africain.

Stéphane Hessel